

PLOGOFF : ÇA SE GATE...

16 blessés, dont 15 gendarmes

PLOGOFF. — 17 heures semble désormais devenu, à Plogoff, l'inéluctable et inévitable rendez-vous de la violence. Hier soir, à nouveau, le départ des camionnettes utilisées comme mairies annexes pour abriter les registres de l'enquête publique a donné lieu à de brèves mais vives échauffourées entre manifestants, au nombre de 300, pour la plupart des habitants de Plogoff et du Cap-Sizun, et les forces de l'ordre.

Une pluie de projectiles divers : cailloux, galets, boulons, morceaux de ferraille, lancés à la main ou avec des frondes, s'est abattue sur les gendarmes qui ont rétorqué par des tirs de grenades lacrymogènes et le lancer d'une

grenade offensive qui a explosé dans un bruit assourdissant.

Le bilan était lourd hier soir. 16 blessés. Un parmi les manifestants, blessé au cuir chevelu ; quinze parmi les gendarmes, les blessures allant du gros hématome au tibia cassé qui a nécessité une hospitalisation à Douarnenez.

Chaque jour, une étape est franchie à Plogoff dans l'inquiétante escalade vers la violence. Jeudi soir, des accrochages avaient eu lieu entre habitants et gendarmes lors d'une patrouille de nuit, vers 22 h. Là encore, des grenades et des projectiles ont été échangés. Hier matin, à 6 h 30, c'est un barrage de carcasses de voitures en flammes qui barrait la route à

une vingtaine de mètres de la chapelle Saint-Yves, à l'arrivée du convoi des mairies annexes et des cars de gendarmes.

Hier, en fin de journée, une pétition a été mise en circulation à Plogoff, « **en raison des événements actuels et de l'escalade de la violence** », pour demander le départ des forces de l'ordre et des mairies annexes. Cette pétition se fixait pour seul but « **de dépassionner le climat de tension existant sur la commune et d'empêcher que des actes irréparables ne se produisent** ». Un cahier, que chaque habitant est invité à venir signer demain, sera remis au préfet, dès lundi matin.

En pleine nuit entre Caen et Bayeux

Un train de matières irradiées arrêté et saboté par des antinucléaires

CAEN. — La voie ferrée entre Bayeux et Caen a été le théâtre, dans la nuit de jeudi à vendredi, d'une véritable scène de « western ». Un train de déchets nucléaires y a été bloqué ; un long moment, par des manifestants inconnus. Le convoi transportait des matières irradiées, venant de la centrale de Chinon et destinées à l'usine de retraitement de la Cogéma à La Hague.



Il était trois heures lorsque le chauffeur et le mécanicien, apercevant sur la voie un feu rouge, ont arrêté la machine et les deux wagons portant deux châteaux de 55 tonnes chacun. Deux hommes, portant cagoule, se sont alors approchés, et leur ont demandé de descendre et de se tenir tranquilles. Se disant « antinucléaires », mais sans faire référence à une organisation, ils ont aussitôt entrepris de couper, avec une scie à métaux, les cinq conduites de frein, cinq tubes épais en caoutchouc, reliant la machine aux wagons. Cela dans le but d'immobiliser le convoi. Avant de s'éclipser dans la nuit, les auteurs de cet arrêt non prévu ont encore tracé, à la bombe, sur les wagons : « Non au nucléaire ».

Les cheminots n'ont vu que deux hommes. Quant au signal, il avait été effectué avec une lampe de poche.

Avisée, la direction de la S.N.C.F. a fait conduire le convoi jusqu'à la gare de Bayeux, proche de 11 km. La manœuvre rendue possible par le fait que la machine disposait encore d'un frein, s'est déroulée à allure réduite.

A Bayeux, les conduites de frein ont été réparées et en fin de matinée, le convoi pouvait repartir pour sa destination première, avec cependant un retard de 6 h 30.

Il est à remarquer que les auteurs de cet arrêt étaient bien renseignés puisque de tels convois ne sont qu'épisodiques. De plus, ils ne se sont pas trompés de train, bien que celui-ci ait eu, à l'origine, 27 minutes de retard.

Estimant que cette intervention nocturne a porté atteinte à la régularité et surtout à la sécurité du transport, la direction de la S.N.C.F. a porté plainte. Une information a été ouverte pour sabotage, acte criminel dont les auteurs sont passibles des assises.

« Mouvement de résistance à la nucléarisation »

Hier, un « Mouvement de résistance à la nucléarisation » — inconnu jusqu'alors — a revendiqué, dans un communiqué émanant sans doute possible des auteurs du blocage, « **cet acte symbolique, entrepris pour dénoncer le programme électro-nucléaire français, dont l'usine de retraitement de La Hague, véritable poubelle atomique mondiale, représente le maillon le plus dangereux et le plus polluant** ».

« **A l'accusation qui ne manquera pas de nous être faite, de terrorisme, est-il écrit, nous ré-**

pondons qu'avant tout, la violence vient de l'Etat et des nucléocrates qui imposent à la population une nucléarisation forcée avec leur armée de gardes mobiles, comme à Plogoff et à Cherbourg ».

Il sera, vraisemblablement,

question aujourd'hui de cette action, à Hérouville, près de Caen, puisque ~~doivent d'y tenir les~~ « Etats généraux de l'énergie » dans le but de dénoncer, de manière cependant plus legaliste, la « nucléarisation de toute la région ».

L'attentat de Trégastel revendiqué hier par « TRAWALC'H »

PAR TÉLÉPHONE, puis par un courrier, l'organisation « Trawalc'h » a revendiqué hier la responsabilité de l'attentat qui a dévasté la villa de M. Courcoux, à Trégastel (Côtes-du-Nord).

La missive adressée au bureau rennais de l'Agence France-Presse, déclare : « **Trawalc'h a mis fin à un scandale qui durait depuis des mois à Trégastel : l'affreuse bâtisse de l'île Renote n'existe plus. Trawalc'h défend ainsi la justice et l'honneur en Bretagne et se bat pour la liberté et l'autonomie du peuple breton** ».

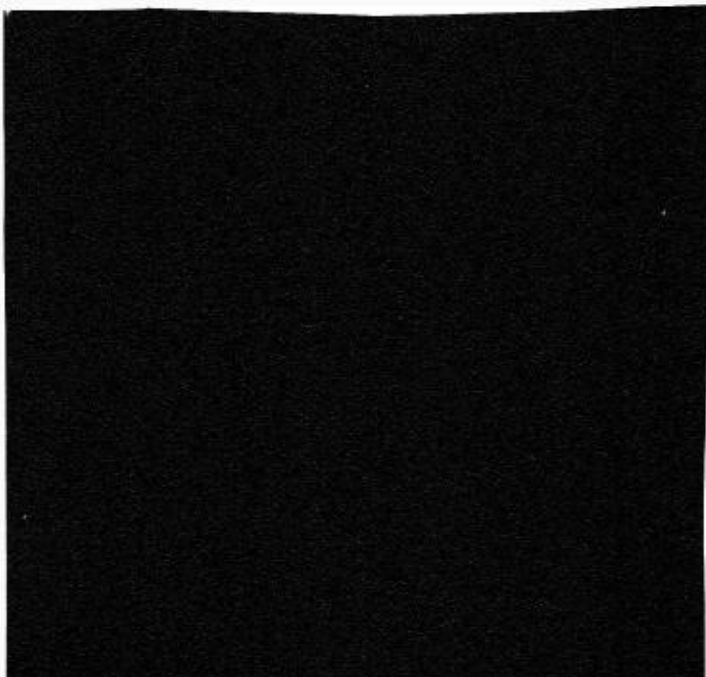
Le texte de « Trawalc'h » portait la signature « Youen ar Sorn », celle-là même qui figurait en 1977 et 1978 sur des communiqués du F.L.B. - A.R.B. (Front de libération de la Bretagne, Armée républicaine bretonne) signant plusieurs attentats contre des hôtels des impôts (Morlaix, Châteaubriant, Ploërmel, Rostrenen, Carhaix),

contre des bâtiments E.D.F. (Pontivy, Redon), contre le relais T.V. de Pré-en-Pail, contre les Ets Ducassou (Quimper, Lorient), contre une caserne (Quimper) et, dans la nuit du 25 au 26 juin 1978, contre une aile du château de Versailles.

Sur place, les enquêteurs ont entendu hier plusieurs personnes du voisinage. Ils ont également essayé de retrouver l'origine des matériels utilisés, dont une bouteille de gaz. Les dégâts sont, pour l'heure, estimés à 60 millions de centimes. En fait, il faudrait démolir pour reconstruire.

M. Courcoux, directeur de la société Saint-Gobain - Pont-à-Mousson, affirme n'avoir jamais reçu de menace. Il a, d'ailleurs, déposé plainte. L'enquête relève maintenant du S.R.P.J. de Remes.

De son côté, le Comité de défense des sites de Trégastel a condamné « **avec la plus grande fermeté** » l'attentat de jeudi.



Seize blessés à Plogoff hier soir

Le départ des mairies annexes devient le rendez-vous quotidien de la violence

PLOGOFF. — Violents accrochages, hier soir, à nouveau à Plogoff, pour la clôture du 7^e jour d'enquête. Les incidents semblent désormais devenus inévitables aux alentours de 17 h, dans le quartier Saint-Yves, pour le départ des mairies annexes et des cars de gendarmes mobiles. Hier soir, 300 personnes au moins s'étaient rassemblées sur la route et dans les parages de la chapelle. Bien avant 17 h, les forces de l'ordre avaient

bouclé le quartier et encerclé les champs pour éviter que des manifestants ne trouvent refuge parmi les fougères et landes comme cela a été le cas ces derniers jours. Le départ des fourgonnettes annexes et l'embarquement des barrières métalliques se sont opérés sans encombres, les manifestants étant tenus à distance par un épais cordon de gendarmes mobiles. C'est au repli de ces derniers qu'a

recommencé à nouveau la pluie des projectiles : des cailloux tirés des talus bordant la chaussée mais aussi des galets, des boulons, des morceaux de ferraille... Les gendarmes y ont riposté par un tir de grenades lacrymogènes ainsi que par le jet pour la première fois d'une grenade offensive qui a explosé dans un bruit assourdissant, laissant un impact dans le macadam de la chaussée.

Les affrontements terminés, ils ont duré environ un quart d'heure encore, c'est à nouveau un nuage de gaz lacrymogène qui flottait au-dessus d'une route jonchée de projectiles à Saint-Yves. Un petit feu de broussailles provoqué par une fusée de détresse, tirée lors des échauffourées, a aussi nécessité le déplacement du fourgon citerne des pompiers d'Audierne.

Seize blessés dont un hospitalisé

Mais il y a un autre bilan, plus lourd et plus damatique à dresser. Celui des blessés. Seize au total hier. Un parmi les manifestants qui a eu le cuir chevelu coupé par une granade semble-t-il. Il saignait abondamment. Les quinze autres parmi les forces de l'ordre. Les blessures allaient là du gros mé-matome au tibia écrasé pa les pierres et projectiles jetés à la main ou tirés par les frondes des manifestants. Un gendarme a été hospitalisé à Douarnenez en fin de soirée.

La veille au soir, des grenades lacrymogènes avaient encore explosé vers 22 heures en plein bourg de Plogoff, tirées par une patrouille de gendarmes mobiles dans un groupe de personnes à proximité du bar « **La Flambée** ». La réplique : des jets de projectiles encore, cailloux et bouteilles. Hier matin, à 6 h 30, c'est un barrage de vieilles carcasses de voitures en flammes, disposé à une trentaine de mètres de Saint-Yves, qui interdisait le passage des forces de l'ordre. Les gendarmes ont éteint les flammes à l'aide du canon à eau de leur dispositif et déblayé la chaussée en un petit quart d'heure. Les carcasses ont été enlevées, hier après-midi, sur réquisition du préfet du Finistère par les services de la subdivision de l'Equipe-ment et conduites par camions au petit séminaire de Pont-Croix où elles sont venues grossir le tas des carcasses de la nuit des barricades.

17 h, l'inquiétant rendez-vous quotidien

Tous ces fats montrent que nuit et jour la mobilisation demeure



grande à Plogoff. La tension aussi et l'accrochage latent. Les échanges presque sans conséquence de samedi dernier qui ne causaient que dégâts matériels ou bris de vitres ont hélas dégénéré très vite en blessures corporelles : un blessé lundi, deux avant hier, onze hier soir ! Et demain ? Où donc s'arrêtera l'inquiétante escalade engagée ?

A Plogoff, personne n'en sait trop rien. Chaque soir on franchit un pas supplémentaire. En début de semaine, la plupart des manifestants venaient les mains vides. Plusieurs se sont équipés ces trois ou quatre jours de casque, de lunettes, de fronde, de foulard et nombre de ceux qui retenaient leurs concitoyens désireux de lancer des projectiles en début de semaine se sont mis eux-mêmes

à lancer des pierres maintenant. Chaque jour, les manifestants se font un peu plus nombreux aussi. La majorité est de la commune et du Cap Sizun sans doute mais chaque soir aux premières lignes, les nouveaux se font plus nombreux ; plus hargneux aussi.

Hier soir, « **en raison des événements et de l'escalade de la violence sur la commune de Plogoff** », une pétition circulait pour demander le retrait des forces de

l'ordre et des mairies annexes dans le but de « **dépassionner le climat de tension et d'empêcher que des actes irréparables ne se produisent** ».

Un cahier sera mis à la disposition des habitants de Plogoff devant la mairie, demain dimanche, de 9 h à 19 h, pour recueillir les signatures. Il sera remis dès lundi au préfet.

Hier soir, à la nuit tombée, plusieurs camions de gravats et de

matériaux divers ont à nouveau été déversés à proximité du calvaire Saint-Yves pour interdire l'accès aux mairies annexes.

L'un des gendarmes mobiles blessé hier au cours des manifestations a été transporté par hélicoptère, de Pont-Croix à Brest et hospitalisé dans cette ville.

Ce qu'ils en pensent

L'U.D. C.G.T. :

« Exiger l'évacuation de toutes les forces de police »

QUIMPER. — L'Union départementale C.G.T. exprime dans un communiqué, sa position :

« **L'enquête d'utilité publique en cours, depuis le 31 janvier, sur l'implantation à Plogoff, d'une centrale électro-nucléaire, constitue une nouvelle étape dans le processus de mise en œuvre du projet. C'est intenable.**

« Il reste à savoir pourquoi tout est fait pour donner à une formalité purement administrative, un éclat politique qu'elle ne mérite pas. La réponse est simple.

« La présence à Plogoff, et dans tout le secteur du Cap, depuis le début de l'enquête d'utilité publique, de forces de police qui n'ont rien à y faire, la légalité républicaine n'étant en rien menacée, relève purement et simplement de la provocation, et vise en instaurant un climat de violence, à intimider les populations pour imposer le projet gouvernemental d'implantation de la centrale de Plogoff.

De telles méthodes sont inacceptables.

« C'est pour cette raison que l'Union départementale C.G.T., approuve sur le fond, la position adoptée le 30 janvier par l'Union locale C.G.T. de Douarnenez, et appelle toutes ses organisations :

— A exiger l'évacuation immédiate de toutes les forces de police en adressant à la préfecture télégrammes, motions, en y envoyant des délégations.

— A faire connaître très largement aux travailleurs et aux populations, la position de l'Union départementale C.G.T., sur le nucléaire et la centrale de Plogoff, explicitée dans une déclaration datant de septembre 1978. A laquelle elle n'a aujourd'hui rien à ajouter ni à retrancher ».

Pour le P.S.U. Bretagne, en réponse aux déclarations du préfet dans notre journal de jeudi : « Il n'y a jamais eu d'information contradictoire ni de véritable débat à propos du nucléaire et du

projet de Plogoff... Ce préfet est le fidèle représentant d'un état capitaliste et centraliste ».

Des artistes contre le nucléaire à Plogoff

10 artistes, du Cap, de Douarnenez, de la région, viennent de s'associer pour lancer un mouvement de protestation contre la centrale nucléaire à Plogoff, et invitent les autres artistes à se joindre à eux.

« **Nous tenons à manifester notre soutien aux anti-nucléaires de Plogoff, et notre opposition à l'acceptation fataliste de l'installation de la centrale** ».

Pour tous contacts : Claude Jeanne, Kan ar Mor, Lescoff, en Plogoff 29151 ; Vonnick Caroff, 25, rue de la Libération, Pont-Croix 29122 ; René Quéré, 1 bis, rue Foch, Douarnenez 29100.

Ce n'est pas ça le combat de Plogoff

QUIMPER. — Nous constatons ces derniers temps, une inflation de communiqués sur le nucléaire. Leur publication in-extenso ou en partie risque de pénaliser le traitement de l'information sur le sujet.

En effet, certains communiqués émanent de sections syndicales ou politiques, d'entreprises ou de professions, qui reprennent les appréciations déjà exprimées ici par les instances nationales, régionales, départementales ou locales. Nous n'en ferons donc état que dans la mesure où ces sections exprimeront un point de vue original, nouveau par rapport à ce qui a été dit et par rapport à l'actualité.

D'autres organisations dans leurs communiqués parlent de ce qui se passe sur le terrain et se substituent volontiers aux journalistes dont c'est le métier.

Enfin, certaines associations s'en prennent à l'expression proprement dite des personnes que, dans le cadre de notre profession, nous interrogeons.

Le procédé — outre qu'il est la négation de tout débat démocratique, permettant l'expression libre d'opinions divergentes — a des parfums d'intolérance rappelant singulièrement la période de 1936, où, chez des voisins, national, socialisme aidant, lorsque s'élevait de la masse une seule voix, elle était aussitôt écrasée « étoilée » avec la complicité d'une majorité peureuse et silencieuse.

Si aujourd'hui — plus que jamais — les gens qui sont

pour la centrale disent ne pas pouvoir s'exprimer parce que ceux qui sont contre les en empêchent, parce qu'ils ont peur physiquement et moralement, parce qu'ils n'osent plus être eux-mêmes, c'est alors que la démocratie perd toute incarnation, qu'elle devient un mot vide de sens.

C'est alors aussi que le combat, mené par ceux qui luttent pour défendre une conception de la vie, du bonheur avec les armes de la sincérité, de l'honnêteté, de la loyauté, se trouve détourné, récupéré, dépassé par la colère aveugle du sectarisme.

Le plus grave, dans tout ça, c'est la peur qui muselle les consciences, même — celles dont la responsabilité serait de parler. C'est ce climat d'intolérance qui ferme les portes et les cœurs, c'est ce refus à l'autre — ne serait-il que seul dans son cas — de penser différemment, de voir vert alors que tous les autres voient rouge.

Les gens de Plogoff ne veulent chez eux ni de l'enquête d'utilité publique, ni de la centrale. Ils le disent, et ils ont raison de le dire. Pourquoi ceux qui pensent le contraire — et il y en a — pourquoi, même ceux qui n'ont pas d'opinion — et il y en a — ou bien se calfeutrent ou bien, dès qu'ils ouvrent la bouche, sont couverts d'insultes, d'injures, de moqueries ou de menaces.

Ce n'est pas ça le combat de Plogoff.

Guy DE LIGNIÈRES.